

Deux inventions trompeuses : musulmans modérés et islam radical

**Un musulman extrémiste veut
vous assassiner.**

**Un musulman modéré veut
qu'un musulman extrémiste
vous assassine.**

Après l'horreur des attentats tels que celui de Colombo, qui nous renvoie instantanément à l'effroi de janvier et novembre 2015 au cœur de notre capitale, on entend souvent certains de nos compatriotes dire, avec une forme de tolérance surjouée ou une naïveté déconcertante : « ils ne sont pas tous comme eux... » Certains ajoutent « j'en connais, ils sont très gentils et de très bons voisins. »

Alors soyons clairs et lucides pour une fois sur le sujet, cela nous fera du bien et surtout cela évitera à certains de se bercer d'illusion dans la béatitude d'une espérance délibérément optimiste qui serait tout sauf raisonnable.

Disons-le sans la crainte d'être sérieusement démentis, il n'y a pas plus de musulmans modérés qu'il n'y a d'islam radical... Cela n'est pas une conviction, cela n'est pas même une croyance. Cela est un fait. Il y a simplement les musulmans et

l'islam qui est à la fois leur code moral, leur code civil et leur pacte religieux et qui s'impose à chacun d'entre eux avec la même force d'acceptation. Cette charte est un bréviaire très simple, voire simpliste, mais très complet qui compile les règles impératives régissant leur vie spirituelle mais également leur quotidien et qui prévoit aussi les sanctions en cas de manquement. Et ce n'est pas tout. Cette loi, plus connue sous le nom de Coran, énonce péremptoirement son caractère universel et en déduit une espèce de droit supposé légitime à s'imposer au monde entier, au moyen du djihad constitué de l'arme de la persuasion vite remplacée par le glaive en cas de résistance trop vive. Dès lors, on en est ou on n'en est pas.

Si l'on n'en est pas et si l'on ne résiste pas avec conviction et vigueur, il y a danger. Le futur inéluctable se partage alors entre la conversion (c'est assez vite fait !) ou la mort, avec comme étape transitoire la dhimmitude (demandez donc aux juifs ou aux chrétiens d'Orient, ceux qui sont encore en vie, ils vous expliqueront).

On peut donc dire qu'il y a d'un côté les musulmans dits « gentils », ceux qui par leur apparence occidentalisée, leur apparente modération et leur feinte intégration exercent une incitation discrète mais pourtant bien réelle sur notre société. Et il y a d'autre part les musulmans moins gentils, c'est à dire ceux qui se substituent aux premiers pour agir de manière plus coercitive. Le but des uns et celui des autres est parfaitement le même : l'appropriation de l'espace et des esprits. Seuls les moyens divergent.

En somme, il ne peut exister de musulman modéré pour la simple et bonne raison qu'un musulman modéré serait celui qui se montrerait prudent ou pour le moins circonspect en regard de ce règlement impératif qu'est le Coran. Or, celui-ci est, selon ce qu'ils en disent, guidé par la parole de Dieu, laquelle a été livrée par l'archange Gabriel à Mahomet. Il ne peut donc être l'objet d'aucune altération. Vouloir modérer

les édits d'ordre divin serait bien sûr un non-sens total, un défi à la raison pure, puisque pour un croyant rien n'est au-dessus de ce livre et surtout pas la loi républicaine impie et corrompue.

L'islam suppose, comme on l'a vu, de ses fidèles, une adhésion qui ne supporte pas le moindre doute et ne laisse donc pas de place pour les choix délibérés. En particulier, l'apostasie est pour la oumma (communauté des croyants) une infamie qui entraîne la mort par l'égorgement ou par le feu. L'adultère féminin étant, lui, passible de la lapidation. L'islam c'est même tout le contraire du libre arbitre. Il n'est pas possible de corriger la parole absolue. Donc la soumission bête et disciplinée est la seule voie imaginable sinon « balec ».

En 1999, Jean Pierre Chevènement alors ministre de l'Intérieur et donc en charge des cultes, avec une innocence de collégien, s'était engagé dans un processus de mise en conformité des préceptes religieux des mahométans avec les lois de la République. Après tout, Napoléon avait bien réussi à faire comprendre aux Juifs de France ce principe hiérarchique qui, depuis 1805, s'impose sans aucun problème avec un respect sans exception. Intention restée lettre morte qui reçut une fin de non-recevoir sans alternative, la loi coranique ne peut-être surpassée, dicit l'UOIF.

En 2002, Nicolas Sarkozy remet l'affaire sur la table mais il reçoit le même refus sans nuance. Il range son projet dans sa poche et met son mouchoir par-dessus. La charia prend le bon chemin pour s'imposer sur le territoire national. Comme on le sait déjà, la polygamie interdite par la loi a trouvé à être tolérée au principe du respect de « l'autre » et de ses traditions.

Depuis, seuls les imbéciles où les doux rêveurs n'ont pas compris qu'il n'est possible de s'arranger avec l'islam qu'en s'y soumettant, sauf à le bannir totalement, ce pour quoi, pour l'instant, aucun homme politique n'a montré suffisamment de conviction (et allez, disons-le, de courage) pour le faire.

L'Europe cible privilégiée du djihad semble avoir succombé à une sorte de fatalisme face à cette harangue violemment hégémonique et accepte voire favorise la colonisation qui peu à peu se saisit de son territoire et de l'esprit de ses citoyens. Le pacte de Barcelone en 1973 ainsi que celui de Marrakech en 2018 ont gravé dans le marbre cette islamisation à laquelle il est peu certain, pourtant, que les peuples d'Europe adhèrent en connaissance de cause.

De la même façon, l'expression « islam radical » n'a aucun sens. L'islam radical c'est tout simplement l'islam, c'est à dire cette approche de l'humain qui tient à l'essence même et au principe fondateur de cette religion, c'est à dire la loi coranique.

Ces tentatives trompeuses qui consistent à faire passer l'islam pour une foi de tolérance, de paix et d'amour doit être contredite inlassablement, n'en déplaise à tous ses laudateurs jacasseurs ou plumitifs, historiens falsificateurs comme Wieworka ou chroniqueurs fallacieux comme Joffrin ou Askolovitch, ainsi que nos hommes politiques qui, de Mitterrand à Macron en passant Chirac ou Juppé, n'ont eu de révérence suffisamment obséquieuse son égard.

Aucun travestissement sémantique ni aucun artifice dialectique ne doit être accepté car cela serait permettre l'inversion des valeurs qui ont fait notre civilisation par une appropriation au profit de l'islam.

Jean-Jacques FIFRE